

Societas Criticus

Revue de critique sociale et politique

www.homestead.com/societascriticus



Vol. 2, no. 1 - Janvier 2000

Cette revue étant éditée à compte d'auteurs, les dons sont acceptés.

Pour nous rejoindre:

societascriticus@hotmail.com

**Societas Criticus
C.P. 182, Succ. St-Michel
Montréal (Québec)
Canada H2A 3L9**

Nouveau:

Maintenant le numéro courant est sur le web. Disponible à partir de notre site web:

www.homestead.com/societascriticus

Vous trouverez aussi sur notre un lien vers ***l'Agenda et les***

Musts de Societas. Vous y trouverez des évènements; nos musts dans les livres et la musique; et des liens vers des sites que nous jugeons intéressants pour l'information.

Sur notre site vous trouvez aussi des liens vers des partenaires commerciaux (publicitaires) ou des sites de recherches ou d'action sociale tel le panel sur le 21^e siècle.

A méditer:

"Il est fréquent que des gens détenant l'autorité commandent uniquement pour ne pas donner l'impression d'hésiter à ceux qui leur obéissent. L'hésitation est la principale ennemie du pouvoir" (San-Antonio, Bosphore et fais reluire, Fleuve Noir, p. 170)

Co-direction

Michel Handfield, M.Sc. Sociologie, Délinquant Intellectuel
Gaétan Chênevert, M.Sc. Adm. (productivité humaine), Diogénien

Balade en vaisseau spatial Michel Handfield

Fin de siècle, fin de millénaire, je suis sur un vaisseau spatial. On voyage dans un espace sidéral dont on ne connaît pas les limites. On est peut être la seule espèce vivante dans l'espace. Qui sait ? On peut émettre l'hypothèse qu'il y en a d'autres, mais on ne les a pas vu. Si on fait gaffe, on ne sait pas si quelqu'un viendra à notre secours. Pourtant certains jouent avec des armes et des jouets nucléaires. Ils peuvent tout faire sauter. Des inconscients et personne ne leur dit. Vous pensez: "Moi si j'étais sur ce vaisseaux..." Et bien, vous y êtes, car c'est la Terre!

Après avoir vu l'exposition "Cosmos, du romantisme à l'avant-garde" au Musée des beaux-arts de Montréal (1) c'est le sentiment que j'ai. La Terre est un vaisseau spatial. Prendre conscience de cela nous fait voir les choses autrement. Ceci nous amène aussi à nous questionner sur nos valeurs et notre humanité. Voici quelques réflexions que cela a soulevé chez moi. Cet exercice n'étant pas exclusif, cela pourra aussi soulever des questions différentes pour chacun de vous. A vous de nous faire part des réflexions que cela vous aura inspiré.

L'environnement et la santé

La première chose dont on prend conscience c'est que nos actions comme celles des autres ont des conséquences sur chaque membre de l'équipage. Diogène (2), s'il était de notre époque, dirait: "pisserais-tu dans l'eau que tu donneras à boire à tes enfants? Alors pourquoi ne fais-tu rien contre la pollution industrielle? "Le discours politico-économique nous dit que forcer les entreprises à dépolluer, c'est les rendre moins concurrentielles. Est-ce dire que la santé de la population vaut moins que le profit de quelques-uns? C'est peut être une question à poser en campagne électorale.

Cela va aussi plus loin que les seuls règlements dans le monde Occidental, sachant très bien que les entreprises peuvent relocaliser leurs opérations dans des pays plus tolérants. A quand la coopération mondiale sur les questions de Santé, d'Environnement, d'Éducation et de Pauvreté?

Le travail

Les gens travaillent pour survivre, mais n'ont plus le temps de vivre. On trouve la ville étouffante, mais on suffoque dans les embouteillages pendant des heures pour atteindre la banlieue. Il faut faire du temps supplémentaire pour

payer l'auto, on a moins de temps libre pour l'utiliser pour s'évader. Et le temps libre que l'on a, on doit le passer à travailler pour que le terrain soit acceptable du milieu (pression sociale des banlieues et des règlements sur la longueur des pelouses!). Il faut entretenir le gazon, la piscine.... Alors on n'a plus le temps de lire, de s'instruire, de se développer. Tout est rendu à l'extrême limite; à la moindre surcharge c'est la catastrophe. Cela est tout aussi vraie des organisations (conflits, faillites, etc.) que des personnes (dépressions, maladies cardio-vasculaires, burn-out, etc.). On est -aux limites de la contre productivité, c'est-à-dire que l'on atteint l'effet contraire à celui recherché à tout coup. La technologie permet de sauver davantage de vie par exemple, mais elle coûte si cher qu'il faut fermer des hôpitaux, ce qui fait que les soins de santé globaux se détériorent! C'est là un effet contre-productif. (3)

Je parlais avec un courtier et il me disait que le seul temps qu'il a pour lire, c'est ses vacances. Considérant que ce portrait est vrai pour plusieurs (dont les politiciens)est-il surprenant que la majorité des gens trouvent les décideurs déconnectés de la réalité? Cela ne me surprend pas, car leur travail ne leur laisse plus le temps de se connecter à la vie. Ont-ils le temps de lire à la fois les grands journaux, les médias alternatifs et indépendants pour avoir des points de vue différents? Ont-ils le temps de voir ce qui se passe dans d'autres sphères d'activités que la leur? Ont-ils le temps d'échanger avec l'homme de la rue? Où sont-ils comme des "rats de laboratoire", sous observation dans des zones contrôlées? Leur réalité ne correspond pas à celle des autres. Il n'est pas surprenant que leurs décisions soient inappropriées. C'est une question de contexte davantage que d'incapacité.

Chacun fonctionne dans son système et les décisions des uns et des autres se contredisent souvent. Il n'est alors pas surprenant que tous se plaignent d'un même mal: le manque de communication et de concertation. Une solution serait peut être prendre le temps de vivre en diminuant la semaine de travail pour

tous! Chacun aurait ainsi le temps de sortir de son isolement et la communauté ne pourrait que s'en porter mieux.

La richesse et la pauvreté

On vit tous sur la même planète, alors à quoi sert la richesse si elle n'est pas un peu partagée? Et qu'est ce que la richesse? Ce n'est pas seulement l'argent. C'est aussi le temps. En même temps que certains n'ont plus le temps de se développer, parce-qu'ils travaillent trop, d'autres n'ont plus accès au marché du travail, mais ont tout le temps de se développer (sauf qu'ils n'en ont pas toujours les moyens). A quoi sert donc cette richesse si une part de celle-ci n'est pas mise au service de tous ceux qui contribuent à la créer? L'humain est-il sur terre uniquement dans le but que le système économique se développe?

Si la terre est vue comme un vaisseau spatial et les humains des divers continents comme différents équipages, nous devrions tous travailler à atteindre le même objectif. J'admets que cela peut paraître utopique, car on peut rarement aller dans le même sens au niveau municipal alors penser y aller au niveau mondial... Mais si nous travaillons en sens contraire, le vaisseau spatial terre pourra-t-il continuer longtemps comme ça? Au moment où l'on parle de mondialisation de l'économie nos Gouvernements, membres de l'OMC, sont face à deux choix: i) le système économique doit-il favoriser la répartition des richesses pour le développement de l'humanité ou ii) doit-il favoriser seulement la libéralisation du commerce et en laisser tout le contrôle aux entreprises?

Pourquoi pas une redistribution de la richesse par un revenu minimum pour tous, par des soins gratuits, par l'éducation gratuite? On dit qu'on n'a pas les moyens, mais s'il y a un impôt mondial sur la création de la richesse - et non plus sur les seuls salaires ou sur le travail - cela devient possible. Il ne faut pas oublier que la création de la richesse est le fruit de l'ensemble des comportements sociaux et économiques de tous les humains. Il serait donc

raisonnable que s'ils rapportent à certains (les détenteurs de capitaux), ils rapportent aussi à l'ensemble de la population mondiale qui contribue à créer cette richesse. Je ne dis pas de "voler au riche pour donner au pauvre", mais qu'un prélèvement soit fait sur l'ensemble de la richesse créée mondialement pour le bien des citoyens. Cette idée vient d'un libéral qui a écrit au XVIIIe siècle, ce qui suit:

“Tout État est affaibli par une trop grande disproportion entre les citoyens. Chacun, si c’est possible, devrait jouir des fruits de son travail, par la pleine possession de tout ce qui est nécessaire à la vie, et de plusieurs des choses qui la rendent agréable. Nul ne peut douter qu’une telle égalité soit ce qui s’accorde le mieux avec la nature humaine et qu’elle ôte bien moins au bonheur du riche qu’elle n’ajoute à celui du pauvre. Elle augmente aussi le pouvoir de l’État, et elle est cause que les taxes ou impositions extraordinaires seront payées de meilleur gré. Là où les riches s’engraissent sur le dos d’un petit nombre, il faut que leur contribution aux nécessités publiques soit très large; mais dès lors que les richesses sont répandues sur une multitude, le fardeau semble léger à chaque épaule, et les taxes n’apportent pas de différence bien sensible dans la façon de vivre de chacun.” (4)

La seule différence d'avec ce temps est qu'il faut maintenant ajouter des mécanismes mondiaux pour éviter que les entreprises multinationales jouent les pays les uns contre les autres si nous voulons permettre une justice sociale minimale à l'échelle de la planète. Il faut aussi empêcher la commercialisation des biens publics essentiels - comme l'eau - et être très éveillé face aux négociations du commerce mondial. (5)

Gouvernement Mondial ou implication des citoyens du Monde

Certains appellent un Gouvernement Mondial pour résoudre ces problèmes. Sauf que la Démocratie n'étant pas le fait de tous les pays est-il pensable d'avoir un Gouvernement Mondial démocratique et élu? C'est peut-être là une utopie. (6) Il faut cependant que les Citoyens fassent pressions sur l'État, du moins là où il est possible de le faire, pour que dans toutes les négociations mondiales ce soit d'abord le bien des citoyens qui soit pris en compte et non

celui des groupes économiques les plus forts. Seul l'État peut faire face aux intérêts particuliers des entreprises; et seul l'union des États peut faire front face aux intérêts des entreprises multinationales. Si on laisse tout aller dans la sphère commerciale (Richesses naturelles, culture, etc.), cela signifie que la Terre, avec toutes ses ressources, devient une propriété privée. L'humain n'y a plus sa place de par son appartenance au monde terrestre! Il n'y conserve sa place que s'il peut payer ceux qui se sont appropriés de la propriété collective, Tout ce qui est nécessaire à la vie devient un commerce privé: eau, nourriture, terres cultivables et habitables, etc. Les ressources nécessaires à la vie ne viennent plus avec elle! Tu paie ou tu n'a plus d'eau, plus de nourriture, plus de lieux ou dormir... (7) Même dans les pays avancés, si tu essaies de t'en tirer hors d'un système qui exclut de plus en plus de gens, la Police verra à ce que tu ne dorme pas dans les parcs la nuit, à ce que tu ne travaille pas sur la rue, à ce que tu ne quête plus... comme si avant de protéger le droit à la vie il fallait d'abord protéger le droit au commerce organisé! (8)

"Kaboum" ou conclusion

Quand on prend conscience que la planète est un vaisseau spatial on voit tout le danger de la course aux armements. Faire sauter une bombe dans un avion n'épargne personne, ni même ceux qui l'ont fait sauter! Il n'y a rien à ajouter sur la question militaire et des armements.

Cela soulève cependant la question de l'environnement par la même occasion. Quand l'entreprise joue avec des produits chimiques et explosifs, elle expose les populations à des dangers comparables aux dangers militaires. Armes chimiques ou cocktails chimiques; armes nucléaires ou énergie nucléaire les risques sont comparable. Il faut en être conscient et il ne faut surtout pas que nos Gouvernements libéralisent les droits commerciaux soit disant que l'économie et le libre marché ne les concernent pas. Ces conséquences nous concernent tous, c'est donc une raison d'État! (9)

Notes:

1. Du 17 juin au 17 octobre 1999.
2. Voir la pensée des cyniques, qui souvent opposaient au raisonnement des philosophes, les vérités de la vie. Une suggestion de lecture: Michel Onfray, 1990, Cynismes, Paris: Livre de poche, biblio essais.
3. Voir les livres d'Ivan Illich, particulièrement "Némésis médicale", Paris, Seuil, coll. Point, 1975; et "Le travail fantôme", Paris, Seuil, 1981.
4. David Hume (1711-1776), La liberté comme nécessité historique, in Le libéralisme, 1998, Paris: GF Flammarion, coll. Corpus, p. 63)
5. Voir le texte de Gaétan Chênevert plus loin dans ce numéro.
6. Quoi que des propositions intéressantes sont faites dans: Groupe de Lisbonne, 1995, Limites à la compétitivité, Québec: Boréal
7. A ce sujet Jean Ziegler écrit dans son dernier ouvrage que:

La FAO (Food and Agricultural Organization), l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations unies, évalue dans son plus récent rapport à plus de 30 millions le nombre de personnes morte de faim en 1998 et, pour la même période, à plus de 828 millions les êtres ravagés par la sous-nutrition sévère et permanente. Ce sont des hommes, des femmes et des enfants qui - du fait du manque d'aliments - ont subi des lésions souvent irréversibles. Soit ils meurent à plus ou moins brève échéance, soit ils végètent dans dans un état de handicap grave (cécité, rachitisme, développement insuffisant des capacité cérébrales, etc.). (La faim dans le monde, 1999, France: Seuil, p. 15)

8. Ici plusieurs lectures sont d'intérêts. En voici quelques unes: Michel Albert, 1991, Capitalisme contre capitalisme, Paris: Seuil, Points Actuels. Michel Chossudovsky, 1998, La mondialisation de la pauvreté, Montréal: écosociété. Les ouvrages de l'aut'journal et de la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM:
 Michel Bernard, 1997, L'utopie néolibérale; Michel Bernard, Léo-Paul Lauzon, et Martin Poirier, 1996, Finances publiques profits privés; Michel Bernard, Léo-Paul Lauzon et al., 1998, Privatisation; Martin Poirier, François Patenaude, Martin Petit, et Gino Lambert, 1998, A qui profite le démantèlement de l'État?. Jean Ziegler, 1998, Les seigneurs du crime, Paris: Seuil.

9. Je suis sûr que si le lecteur se donne la peine de faire le même exercice "nous sommes dans un vaisseau spatial...", il va voir le monde différemment. Il va trouver des pistes que je n'ai même pas effleurées ici, car cet exercice se voudrait le départ d'une réflexion collective. En changeant notre façon de voir les choses on perçoit souvent des réalités qui nous échappaient auparavant. Il peut être intéressant de faire parvenir ce texte et celui de Gaétan sur l'OMC à votre député, car lui-même, inondé d'informations sur la mondialisation, ne voit peut être plus le monde dans son interdépendance globale (sociale, économique, environnementale, humaine, etc.). Et il peut être mieux de considérer ces facteurs avant de donner un chèque en blanc à l'OMC qu'après.

LES CONDITIONS GAGNANTES

Gaétan Chênevert

Lorsqu'un état désire obtenir son indépendance, il existe différents moyens pour y parvenir. La force, la ruse ou la faveur de ces citoyens pour ne nommer que ceux-là. Il peut par exemple s'adresser «par référendum» à la population pour lui demander d'approuver ou de rejeter son projet. Plusieurs nouveaux états ont appliqué cette démarche avec plus ou moins de succès. Bien sûr, il dépend de certaines circonstances et conditions dans lesquelles se trouve chacun de ses états à un moment donné.

Le Québec cherche à devenir un État souverain depuis plusieurs décennies. Il n'y est toujours pas parvenu après trois référendums auprès du peuple québécois même si le référendum de 1995 a donné des sueurs froides aux opposants de la souveraineté. On se souvient de la sortie de Jacques Pariseau qui déclarait sur les ondes de la télévision que cette défaite serrée était due au vote ethnique et à l'argent. Avait-il tort? Deux conditions qui n'étaient pas au rendez-vous.

Période du référendum	Option du Oui	Option du Non	Taux de participation
30 octobre 1995	49,42%	50,58%	93,52%
26 octobre 1992	43,32%	56,68%	82,76%
20 mai 1980	40,44%	59,56%	85,60%

Depuis ce temps, échaudés par la défaite, les souverainistes cherchent une formule magique qui permettrait de gagner le prochain référendum, parce qu'il y aura paraît-il référendum? Après maintes réflexions et recherches sur les causes ayant entraîné la dernière défaite référendaire, Lucien Bouchard et les souverainistes en sont venus à la conclusion que, pour rafler dans l'avenir le

prochain référendum il fallait que soient réunies les «**conditions gagnantes**», la solution ésotérique qui va apporter la victoire au prochain référendum.

Mais qu'est-ce qu'on entend par «conditions gagnantes»? Là-dessus, on n'est pas très claire, comme à l'habitude. J'ai vu à nulle part, expliquée ou décrite publiquement d'une façon intelligible et compréhensible la liste des «conditions gagnantes». Sûrement qu'au parti Québécois on mijote une recette de «conditions gagnantes» à présenter au bon peuple tant apprécié de nos hélices politiques. S'ils existent, qu'ils les publient! Comme ça, les gens de bon sens auront le temps de se faire une idée et de se prononcer.

Ne pouvant avoir l'heure juste des obscures «conditions gagnantes», je me suis lancé à leur recherche en suivant les médias (radio, télévision et journaux) pour essayer de dresser une liste des «conditions gagnantes». On en découvre à l'occasion des extraits dont ceux de Bernard Landry, *Le Devoir*, samedi/dimanche, 21 août 99, «qui estime que le temps joue pour l'option souverainiste en raison des facteurs démographiques. «Ce n'est pas exclu» que le référendum ne soit pas tenu lors du mandat actuel du gouvernement, a dit M. Landry. «Vous savez que les jeunes sont très portés vers la souveraineté et restent souverainistes. Et ça veut dire que le simple écoulement du temps donne 0,5 % de plus à l'option souverainiste chaque année parce que la fatalité fait que les vieux ne votent plus et les jeunes franchissent le cap des 18 ans», donc les facteurs démographiques sont une condition gagnante. Il mentionne également dans le même article la mondialisation des marchés et la peur qui aurait disparu chez les Québécois. Voilà déjà trois «conditions gagnantes» à ajouter à notre palmarès. À la radio de radio-Canada du 13 sept 99 un invité dont le nom m'échappe mentionnait qu'il fallait tendre la main aux anglophones – et pourquoi pas aux allophones – que l'idéal social démocrate était absente et que dans nos relations internationales la France en particulier nous laissait tomber. On entend également parler de la capacité du gouvernement de gérer les négociations du secteur public, négociations avec le front commun, les problèmes reliés à Emploi Québec, le désabusement des jeunes à la politique et leur place dans la société, les clauses «orphelins» (clauses discriminatoires) qui touchent l'embauche des nouveaux employés spécialement les jeunes, la croissance économique, la conjoncture sociale, le projet de superstructure métropolitaine, le bordel dans les soins de santé, l'éducation, l'environnement, le besoin d'un sens, d'une direction en un projet de société, etc. Ouf, les «conditions gagnantes», ça n'en comprend des choses, dépendamment des points d'observations où on se place.

N'étant pas satisfait et pour valider ses données, j'ai poussé un peu plus loin ma curiosité. J'ai envoyé par courriel à différents organismes (1) et partis politiques une note leur demandant de m'éclairer sur le contenu des «conditions gagnantes». Cinq m'ont répondu jusqu'à maintenant. Louis Boulais du secrétariat général de l'ADQ ma répondu «qu'il ne savait pas plus que moi quelles sont ces fameuses «conditions gagnantes». Quoi qu'il en soit, monsieur Mario Dumont et les membres de l'Action démocratique du Québec souhaitent,

quant à eux, que le gouvernement s'attache à réunir les conditions d'un retour de la prospérité au Québec». Quant aux jeunes souverainistes, Marc Maltais mentionne que «pour obtenir le contenu de ces "conditions gagnantes", il va falloir attendre le congrès national du Parti Québécois qui aura lieu en mai 2000». Le Parti libéral du Québec me répond quant à lui que «malgré des demandes répétées envers le gouvernement actuel, il n'a pas réussi à connaître la liste des conditions gagnantes évoquées par le Parti Québécois. Selon nous, il ne s'agit que d'un subterfuge, une astuce, visant à bernier encore une fois la population du Québec». Quant au bureau du premier ministre, Marie Deraïche son attachée politique, «me suggère de consulter le site du Parti Québécois à l'adresse suivante : www.pq.org/principale.html pour trouver les réponses à vos questions, plus particulièrement, le document "Vers la souveraineté : assurer l'avenir du modèle québécois" daté du 5 juin 1999». Chez IPSO (intellectuels pour la souveraineté) un membre du CA par l'entremise de Bernard me répond «qu'ils n'ont pas de temps à perdre. Ça ressemble plutôt à un canular. La question que je pose est une perte de temps. C'est une recherche factice et vaine. Bouchard n'a jamais eu dans la tête (et n'avait pas non plus à avoir dans la tête) de liste des "conditions gagnantes". Déclarer, comme il l'a fait à maintes reprises, qu'il ne procéderait à un référendum que dans des conditions gagnantes, ce n'était pas du tout avoir dans la tête la liste de ces conditions, ni même suggérer qu'on les trouve ou qu'on les réunisse; c'était (tout à fait habilement d'ailleurs...qui aurait dit que je louerais Bouchard aujourd'hui !!! répliquer aux "fédéralistes"...Ils (les québécois) ne veulent pas de référendum perdant, mais ce qu'ils veulent est un référendum gagnant...Ce qu'on peut dire aujourd'hui, c'est que Bouchard ne fait rien pour gagner un référendum sur l'indépendance et que sa propre action (ou inaction) est en elle-même une condition...perdante. Mais ça c'est autre chose ». Également, dans le journal La Presse du mercredi 1^{er} décembre 1999, dans la rubrique Politique, M. Parizeau énonce quelques conditions gagnantes qui vont comme ceci; «pour arriver à un référendum, il faut d'abord une amélioration très nette de la gestion des affaires au Québec...première condition gagnante...Autre condition pour que la souveraineté progresse: il faut se donner les moyens de convaincre les Québécois...».

Passionnant n'est-ce pas! En fait, personne ne semble connaître objectivement les «conditions gagnantes», mais dire que Bouchard n'avait jamais eu dans la tête de liste des conditions gagnantes, peut-être, il n'en demeure pas moins que le fait de les déclarer devait un jour ou l'autre l'amener à les identifier. Comment voulez-vous qu'actuellement la population s'y retrouve? Supercherie, astuce, subterfuge, allez donc savoir, cette liste étant jusqu'ici un secret bien gardé par Lucien Bouchard. Il n'en demeure pas moins que cette expression a fait son chemin dans l'actualité et tous et chacun s'en servent pour déprécier ou louer les actions ou inactions du gouvernement Bouchard. Une liste s'est fondée par elle-même en l'absence de clarté, comme à l'habitude dans les questions référendaires chez ce même gouvernement. C'est peut-être ce que le

gouvernement Bouchard recherche, que les gens déterminent eux-mêmes la liste des "conditions gagnantes"! Cette astuce lui fournirait les munitions nécessaires qu'il pourra justifier et légitimer lors d'un sondage. Ah les sondages!

À partir des informations recueillies, j'ai dressé une liste des termes, des mots dont certains sont loin de représenter des "conditions gagnantes" ce sont plutôt des «conditions perdantes». En fait, pour obtenir les "conditions gagnantes", il faudrait tout simplement s'appliquer à renverser ce que le gouvernement Bouchard s'obstine à faire.

Pour mieux identifier les "conditions gagnantes" qui courent actuellement un peu partout, j'ai dressé une liste de celles que j'ai recueillies pour le moment et essayé de les regrouper sous différents thèmes à l'intérieur du tableau suivant:

LES CONDITIONS GAGNANTES

GESTION DES AFFAIRES COURANTES D'UN BON GOUVERNEMENT

La capacité du gouvernement de gérer les négociations du secteur public
 Les problèmes reliés à Emploi Québec
 Les clauses "orphelins"
 Le projet de superstructure métropolitaine
 Le bordel dans les soins de santé
 Le bordel dans l'éducation
 Le bordel dans l'environnement
 Les relations internationales
 La gestion de la forêt

IDÉOLOGIE, MONDIALISATION, ÉCONOMIE

La mondialisation des marchés
 La croissance économique
 La conjoncture sociale
 Le retour à la prospérité
 Le déficit zéro

VISION, PROJET DU GOUVERNEMENT À LONG TERME

Un projet de société
 L'idéal social démocrate
 Projet de souveraineté
 Projet de partenariat avec le Canada
 Le modèle Québécois

FACTEURS ANTHROPOLOGIQUES

Les facteurs démographiques
 Le désabusement des jeunes à la politique, leur place dans la société

Tendre la main aux anglophones et allophones
 La peur
 La capacité des souverainistes de convaincre

Comme nous pouvons le constater, il n'est pas évident de s'y retrouver. Par contre il est facile de déterminer les "conditions perdantes" celles qui nous mènent tout droit à la catastrophe. Une "condition gagnante" serait que le gouvernement du Québec gère tout simplement bien les affaires courantes de l'État. Là-dessus, Jacques Parizeau l'a très bien mentionné dans son article de la presse (voir plus haut). Une des causes de ce bordel est son entêtement et son obsession à l'atteinte du déficit zéro dans un temps trop court. Le gouvernement s'est placé dans le pétrin. Un tel objectif qui touche des pans entiers de ministères et de programmes commandait plus de temps et des stratégies pensées avant de se lancer à l'aveuglette dans des changements aussi lourds de conséquences, dans nos programmes sociaux par exemple. Voilà une deuxième condition gagnante. Il faut chercher encore plus loin la raison du consentement du gouvernement Bouchard à l'atteinte du déficit zéro à tout prix, *les marchés financiers*. Ceux-ci lui ont tout simplement commandé le déficit zéro au nom de cette longue litanie idéologique maintenant fort bien connue de la compétitivité, de la concurrence, de la flexibilité de la main-d'œuvre etc. sous peine de représailles, dont la baisse de la côte financière du Québec, ce qui lui aurait coûté des millions de dollars de plus. Une troisième condition gagnante serait de se débarrasser des effets pervers de cette idéologie néo-libérale et se défaire de ses patrons non élus qui commandent dans nos sociétés apparemment démocratiques. La politique devrait reprendre la place qui lui revient. Pour ce faire, nos élus devront se donner des moments de réflexions afin de bien comprendre et saisir la partie qui se joue sur la glace. Ils devront être alertes et vigilants, se questionner et apporter des idées nouvelles. Se lever debout et poser les vraies questions. Ils devront se recycler et percevoir qu'ils représentent les citoyens et non seulement les grandes entreprises. Nos élus sont devenus tellement complaisants et insouciantes que ce sont les ONG (organisations non gouvernementales) et les groupes de citoyens qui assument et défendent les intérêts du public, de la société civile à la place de nos politiciens endormis ou soumis ou encore dépassés. Il est clair à présent que ce n'est pas le gouvernement qui gouverne, qui prend les grandes décisions touchant l'économie, il n'est qu'un simple exécutant des directives des marchés. Le politique est reléguée au second rang, nous sommes maintenant gérés par les financiers. Toutes ses coupures qui nous ont été prescrites ont amené des problèmes dans la gestion des affaires courantes de l'État en particuliers dans des domaines clés comme la santé et l'éducation deux secteurs convoités par le privé en raison de la manne potentielle à venir.

M. Parizeau cite une autre condition, le journal La Presse du mercredi 1^{er} décembre 1999, qui est celle de se donner les moyens de convaincre les Québécois, «beaucoup sont découragés par les sondages. Quand on ne parle pas de souveraineté ou très peu, il ne faut pas s'étonner. Les gens ne peuvent

pas avoir davantage confiance dans la souveraineté que la classe dirigeante semble en avoir». Ceci m'amène au document "Vers la souveraineté : assurer l'avenir du modèle québécois" daté du 5 juin 1999». Ce document qui sera utilisé dans le cadre d'une journée de réflexion et d'actions stratégiques sur la souveraineté, m'indique que le Parti Québécois pourrait se servir du modèle Québécois pour vendre sa souveraineté à la population. Ce document mérite qu'on s'y arrête. Si je comprends bien, le modèle Québécois serait-il une ou la condition gagnante? Le but de la souveraineté serait-il d'assurer le modèle québécois!? Le modèle québécois deviendra-t-il le fer de lance, le tremplin, le projet mobilisateur pour amener les gens à voter oui au prochain référendum? Mais, qui dit que le modèle québécois est satisfaisant? Qu'est-ce qu'on entend par modèle québécois? Comment se réalise-t-il actuellement? Il serait trop long d'y répondre, ce n'est pas le but de l'article, mais il faut y réfléchir, il risque de servir de condition première à la souveraineté.

D'un autre côté, Bouchard veut-il d'un référendum qui mène à l'indépendance? En tout cas, il s'applique très bien à faire échouer le projet souverainiste, pourtant un projet fort crédible et mobilisateur à un certain moment de notre courte histoire. Souvent, je me demande s'il ne travaille pas pour le gouvernement fédéral. Le parti Québécois aura besoin d'une bonne dose d'adrénaline pour réussir à convaincre la population de l'utilité de la souveraineté. La querelle Chrétien/Bouchard qui vient de s'engager de nouveau autour du projet de loi du gouvernement fédéral, qui vise à clarifier les règles d'un prochain référendum sur la souveraineté du Québec amène chez les souverainistes un peu d'oxygène à un projet majeur mais vidé de son sens. Un vrai projet d'indépendance, de société, avec tous les pouvoirs – économiques, financiers, sociaux – bien articulé et bien pensé profitant à toute la population et non seulement à quelques intérêts particuliers pourraient être une autre condition gagnante. Une vraie souveraineté, non une partielle comme c'est le cas de plusieurs pays. Aujourd'hui, dans les méandres de la mondialisation que veut dire "souveraineté" pour les pays, sachant qu'ils en perde de négociations en négociations? Ça, c'est une autre question mais du train dont vont les choses, il faut se la poser? Le Québec sera-t-il aussi souverain que le sont apparemment les États-Unis qui règne en roi et maître sur la planète? Ou encore, qui sont vraiment souverains, les États ou les marchés financiers? \$\$\$?

Note:

1. jean-claude.st-andre/depute/pq@assn
 info@pq.org
 ADQ@adq.qc.ca
 info@plq.org
 SauvaB@parl.gc.ca
 webmestre.bq@parl.gc.ca
 DionS@parl.gc.ca
 partids@microtec.net

js@webquebec.qc.ca
ipso@cam.org

Le Dossier OMC

Semaine d'activités sur la mondialisation et le rôle de l'OMC
Montréal, 27 novembre au 3 décembre 1999
Gaétan Chênevert

Comme vous le savez probablement tous maintenant – ayant fait la une des grands quotidiens nationaux – les négociations sur l'OMC (organisation mondiale du commerce) tenues à Seattle du 30 novembre au 3 décembre 1999, sont un échec. Cela ne veut pas dire que tout est gagné, au contraire, ce n'est que le début de longues négociations qui se poursuivront au cours des trois prochaines années. Les citoyens et les ONG (organisation non gouvernementale) ont démontré qu'il est possible d'influencer positivement les multinationales et nos gouvernements sur les grandes orientations dites commerciales qu'on voudrait nous imposer. L'OMC est sous surveillance citoyenne dit-on, est-ce à dire que nos représentants gouvernementaux – élus par le peuple – et les patrons des grandes entreprises – non élus – n'ont plus la confiance des groupes de citoyens et devons pour cette raison les surveiller? Ce grand monde n'est plus seul à posséder l'information, grâce à internet, elle circule, donc la transparence est de mise. Les citoyens, grâce à des groupes bien organisés, sont mieux informés aujourd'hui des enjeux des négociations. L'exclusivité de l'information n'appartient plus qu'à la caste des affairistes. Soyez au courant, renseignez-vous, l'autre information existe.

Justement, pour bien informer les citoyens, avait lieu à l'UQAM (Université du Québec à Montréal), une semaine d'activités sur la mondialisation et le rôle de l'OMC, grâce à la collaboration du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), (1) Opération SalAMI!, Eau-Secours, ATTAC-Québec et l'Association des étudiantEs aux études avancées en sociologie UQAM, coordonné par Alternatives: www.alternatives-action.org/accueil/accueil.html. L'organisation mondiale du commerce (OMC) reste mal connue. Il est temps que nous nous informions afin d'agir intelligemment et en connaissance de causes. J'ai donc assisté à ses activités pour mieux comprendre la mondialisation et en même temps tester mes connaissances.

Plusieurs activités avaient lieu tout au long de la semaine et chacune d'elles affichaient salle comble, signe encourageant de l'intérêt grandissant des citoyens à la mondialisation. La semaine d'activités s'est ouverte vendredi soir le 26

novembre par une soirée publique d'information sur les enjeux et les mouvements qui entourent l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le lancement d'un nouveau "Cycle du millénaire" à Seattle. Animé par Normand Baillargeon, avec Dorval Brunelle, Françoise David, Lucie Lamarche et, en direct de Seattle, Philippe Duhamel. En plus d'ouvrir la semaine d'activités, la soirée lança officiellement la tournée conjointe qu'entreprennent le Réseau québécois sur l'intégration continentale et l'Opération SALAMI afin d'offrir des sessions de formation sur la mondialisation à l'ensemble des groupes populaires, communautaires, citoyens et syndicaux dans les différentes régions du Québec. Agissez, participez à ses sessions de formation.

Le lendemain, samedi 27 novembre 1999, à l'UQAM, j'ai assisté à cette formation qui se donnait dans trois classes différentes, une centaine de personnes étaient présentes. Fruit d'une année de préparation, la session d'une journée offre l'occasion de comprendre les principaux phénomènes associés à ce qu'on appelle la mondialisation. Le but de l'exercice consiste aussi à dénicher des candidats potentiels pour donner des sessions de formation dans leur milieu et d'en parler autour d'eux, à leurs amis, parents etc. Un résumé abrégé du contenu sera envoyé aux participants. Pour ceux qui veulent le contenu intégral, vous n'avez qu'à contacter Alternatives (alternatives@alternatives-action.org). Une deuxième journée de formation est recommandée par les participants de ma classe. Elle ne serait pas de trop mentionnent-ils en raison de l'imposant contenu qu'on y retrouve. Aussi, dépendamment du niveau de connaissances du sujet de la part des participants, les formateurs devront ajuster leur formation pour ne pas que celle-ci devienne trop lourde pour les gens. Le contenu est excellent, un magnifique travail de synthèse de la part des initiateurs du projet. Ça ne peut qu'aider.

La journée du dimanche après-midi fut consacrée aux enjeux de l'eau par Eau-Secours, une coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau. Cinquante personnes ont participé à l'atelier. On fit état de la souveraineté des peuples sur leurs eaux dans le contexte de la mondialisation. Il fut aussi question de l'enjeu de l'accès à l'eau en tant que droit humain fondamental. Les deux animateurs de la rencontre ont été superbes. On voit qu'ils maîtrisent bien leurs matières et donnent une tout autre information de celle couramment véhiculée.

Les autres activités de la semaine à l'exception de celle traitant "La mondialisation sur le dos des femmes", laquelle je n'ai pu assister malheureusement se tenaient à l'extérieur de l'UQAM dans des locaux privés. La première du film "Opération SALAMI! Les profits ou la vie" fut présentée au Musée Juste pour Rire le mardi 30 novembre dans une salle remplie à craquer. On a dû refuser à l'entrée environ 200 personnes faute de place. Cette grande soirée de première du film de Malcolm Guy, Magnus Isacson et Anna Paskal sur l'action de désobéissance civile qui a mis l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) sur toutes les lèvres. La caméra suit les angoisses et les

enthousiasmes de quatre participantEs alors qu'ils s'apprêtent à entraver la 4^e Conférence de Montréal sur la mondialisation. La soirée animée par Patrick Masbourian a débutée avec le message des Colocs (qui signent la bande sonore du film), une excellente prestation malgré l'absence de certains membres du groupe. La projection a été suivie de témoignages des participantEs et d'un lien vidéo relatant en direct les manifestations du jour à Seattle par Philippe Duhamel.

Le mercredi 1^{er} décembre, à la salle L'X rue Ste-Catherine, un débat public fort intéressant avait lieu avec trois importants penseurs et chercheurs sur les enjeux de la lutte contre le capitalisme globalisé. Il s'agissait de Michel Chossudovsky, professeur d'économie à l'Université d'Ottawa, auteur de *La Mondialisation de la pauvreté*, collaborateur au *Monde Diplomatique*, traita de "mondialisation de la guerre et de la pauvreté, nouvelle géographie du capitalisme". Jean-Guy Lacroix, professeur de sociologie, UQAM, directeur du groupe de recherche GRICIS et Jacques Mascotto, professeur de sociologie, UQAM, membre du comité de rédaction de la revue *Société*, intervinrent sur le thème "la terre en partage, l'OMC contre la société". Encore une fois, une salle bondée à craquer. Une foule toute ouïe aux discours des orateurs. Décidément, les propos passionnent les auditeurs en quête de savoir. On veut apprendre, connaître l'autre information.

De retour au pavillon Hubert-Aquin de l'UQAM, le jeudi 2 décembre, on nous présente un film inquiétant qui soulève plusieurs interrogations sur le monde des gènes. "Main basse sur les gènes", un film de Karl Parent et Louise Vandelac, produit par Éric Michel, ONF, 1999. Depuis cinq ans, les végétaux génétiquement modifiés ont envahi nos champs et nos assiettes, sans avertissement et surtout sans égard à leurs effets potentiels à long terme pour la santé et l'environnement. En apparence incontournable, la révolution des cultures transgéniques laisse planer de nombreux doutes sur ce qui nourrit ses ambitions. Sommes-nous devenus les cobayes de multinationales qui jouent à la roulette russe avec le résultat de millions d'années d'évolution? Le documentaire fait appel à plusieurs des meilleurs spécialistes du domaine, dont Arnaud Apoteker, Jean-Pierre Berlan, Michelle Brill-Edwards, Axel Khan, Jean-Marie Pelt, Ricardo Petrella, Arpad Pusztai et Jeremy Fifkin. Leurs révélations soulèvent toute l'urgence d'une situation explosive. À suivre.

Et pour terminer la semaine, se tenait dans un endroit plus chaleureux et intime, au Cabaret du bar Saint-Sulpice, rue St-Denis, le lancement officiel du livre "Le monde enchaîné : perspectives sur l'AMI et la globalisation", sous la direction de Michel Freitag et Éric Pineault, aux Éditions Nota Bene. Cet ouvrage propose une analyse historique de l'AMI (l'Accord multilatéral sur l'investissement), une description de ses principales ramifications sur le plan social et économique, ainsi qu'une réflexion d'ensemble sur la signification idéologique et politique de cette entreprise d'asservissement effectuée par et au profit d'une nouvelle classe transnationale d'affairistes visant à imposer, sans entrave, sa domination totale sur le monde. Ont collaborés à cet ouvrage: Dorval Brunelle, Christian DeBlock,

Michel Freitag, Gille Gagné, Jacques Mascotto et Éric Pineault. Très bel endroit se bar Saint-Sulpice, j'y ai mis les pieds pour la première fois. Une atmosphère de café à la Parisienne imprègne ce lieu. Autour d'une bonne Corona, on sympathise, discute et rencontre des gens formidables. J'ai même retrouvé un confrère de classe à la maîtrise de l'Université de Sherbrooke. On s'était perdu de vue depuis ce temps, fantastique non!

Et voilà, après la fête, le retour aux choses sérieuses. Le tout se termine le même soir par la présentation du film "Cycle du millénaire, chronique d'un chaos annoncé" à l'UQAM. Le visionnement de ce film réalisé par le mouvement international ATTAC est suivi d'une discussion sur le thème: "Le Canada est-il une marque de commerce?" Quels positions défendra le gouvernement canadien dans le cadre des prochaines négociations à l'Organisation mondiale du commerce? Quelles sont les positions des partis fédéraux? Les citoyens canadiens auront-il droit au chapitre? Organisé par ATTAC-Québec (<http://altern.org/attacqc/>). Plusieurs questions sur lesquels les citoyens demandent des réponses. C'est l'affaire de tous, non seulement de la caste des affairistes et des gouvernements. Les impacts et enjeux nous touchent tous. Soyons vigilants et demandons des comptes, l'OMC est sous surveillance citoyenne. Ce fut une semaine marquante pour tous les gens qui se préoccupent du bien.

Note:

1. Les groupes membres du réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) :

Alternatives, Association canadienne des avocats du mouvement syndical
 Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)
 Centre d'études sur les régions en développement (CERD-McGill)
 Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ)
 Centre international de solidarité ouvrière (CISO)
 Centre québécois du droit en environnement (CQDE)
 Confédération des syndicats nationaux (CSN)
 Conseil central du Montréal métropolitain (CSN-CCMM), CUSO-Québec
 Développement et Paix, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)
 Groupe de recherche sur l'intégration continentale (GRIC-UQAM)
 Ligue des droits et libertés
 Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE)
 Solidarité populaire Québec (SPQ)

Avec :

Eau-secours! Coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau
 AEEA, Association des étudiantEs aux études avancées en sociologie – UQAM

ATTAC-Québec
Opération SalAMI

World Trade, a comment Michel Handfield, M.Sc. sociologie, intellectual delinquent

Everybody knows the collapse of World Trade Organization (WTO) talks in Seattle. Is not bad, because it was false representation. A parallel with reengineering can be traced. Under the name of reengineering, enterprises downsize! At Seattle, under the name of World Trade, downsizing of states were at stake! It is the negatives of WTO.

But it will give a chance to talk of internationalization in a near future. This can be the positive if the world countries take the opportunities to negotiate worldwide minimum rules and standards in place of cutting out rules!

The Negatives of World Trade Organization:

In the World Trade Order almost all is merchandise. Water is same as Pepsi. Water, foods, health care or education comes with a tag price in a lot of countries - and not just the richer. Few live essentials goods, free for all, exist in the world! Large part of population is dying of angry in same time as foods are destroyed, because the price tag on the market will be too low for the farmers, industrials, investors or speculators! We can't feed population, because the market law, but we sign convention on human rights; as eating is not a human right, just a commercial one! (1)

WTO objective was not to do trade between countries. It exists from far long. Just reading history books proves it. The real objective of WTO was to eliminate the protective barriers some countries built to assure the well being of their population. WTO comes with deregulation of social, economic, cultural and environmental barriers, just to name a few. All can be merchandise. All can be market. A society choice can't be done if it goes against free trade, commerce, enterprises or products. A product can't be banished even if it is unsafe for health. (2) Politic choices will come commercial ones. President of GM will have more powers than United States President! The Parliament will come a "Board of Trade"!

The positive of internationalization:

Markets make wealth more than ever, but in the same time poor are numerous than ever too. Homeless and young brokers are close in downtown of big cities: New-York, Toronto, Vancouver, LA, London...

Enterprises increase their assets in the same time they do layoffs! Production of wealth and work progression does not match anymore! (3) If companies lose markets they collect governments in tax reduction and grants. Taxpayers pay for companies! (4) And if governments are not generous, companies close their facilities and open abroad to supply the same markets - under protection of free trade agreements -from a more compliant place!

Enterprises need customers, but need lesser employees than ever, gift of technology. In those circumstances, Governments are the new costumers. State and defence expense are the bread and butter of many companies. And tax reduction and subventions compensate for market shrink! The system need less peoples to function under the term of the new capitalism!

In these circumstances, we need WTO to put international standards to discipline the market and enterprises, WTO can serve to put minimum standards on environment, human rights, education, citizen income, foods and safe water access, health care, minimum work standards, etc. Some human values have to transcend frontier. If not, more and more people will be put aside of the system. Theirs live worth noting in a balanced sheet! Their death is a statistic in world's book.

It's not a hazard that Non-Governmental Organization and citizen groups took more places in the contestation of WTO. It's because governments does not play that job anymore. They answer corporate needs and interests, but forget citizen needs. They don't discipline the markets. Citizens look for other forms of representation. Probably it's a cause of lesser participation of electors to ballot too. When pressure groups have more power than electors, citizens take note and organize in pressure group too!

Notes:

1. Ziegler, Jean, 1999, La faim dans le monde expliqué à mon fils, Seuil.
2. By example, MMT, an additive for gasoline, can't be banish of Canada because Free Trade Agreement a tribunal said, but it appear unsafe for health. Tho original text said:

" Au Canada, la ministre de l'environnement de l'époque, Sheila Copps, avait tenté en 1995 d'interdire l'importation et le commerce interprovincial de l'additif puisque les États-Unis n'approuvaient pas le MMT. Le jugement de la cour d'appel américaine est venu invalider l'argument et Ethyl Canada a invoqué l'Accord de libre-échange pour pouvoir continuer son commerce. L'an dernier, non seulement le gouvernement fédéral a abandonné sa poursuite, il a également accepté de verser 13 millions \$ US en dédommagement à Ethyl Corporation..." (Judith Lachapelle, "L'essence sans plomb n'est peut-être pas sans danger", in Le Devoir, 30 octobre 1999) Le site web du Devoir est: www.ledevoir.com

3. Rifkin, Jeremy, 1996, The end of work, N.Y.: Putnam.

4. A TIME investigation uncovers how hundreds of companies get on the dole and why it costs every working American the equivalent of two weeks' pay every year. See DONALD L. BARLETT AND JAMES B. STEELE, SPECIAL REPORT ON CORPORATE WELFARE, Time, NOVEMBER 9, 1998 VOL. 152 NO. 19, www.time.com

Note de la rédaction:

Ce texte fut écrit en anglais pour répondre à une question reçue. Vu sa pertinence pour ce numéro de Societas Criticus, nous avons choisi de l'inclure. Il est possible que parfois il ai des textes anglais vu que l'analyse n'a pas de frontière. Pourquoi se limiter si on peut s'internationaliser?

Chroniques Livres

Critique de livre

Emmanuel Todd, L'illusion économique
Essai sur la stagnation des sociétés développées
Folio actuel

Le livre d'Emmanuel Todd pose un regard nouveau sur la stagnation des sociétés développées. La chute des taux de croissance, la montée des inégalités, l'évolution monétaire sont des phénomènes bien réels, et de nature économique. Ils ne font que refléter des déterminants culturels et anthropologiques plus profonds. Pour comprendre la crise du monde développé,

il distingue trois niveaux, *économique, culturel et anthropologique*, que l'on peut, par analogie avec les catégories psychologiques usuelles, identifier aux niveaux *conscient, subconscient et inconscient* de la vie des sociétés. L'analyse de ces trois niveaux familiaux nous aident à mieux comprendre le comportement et la conduite des individus dans la construction des sociétés dont les actions (souterraines) régulent encore une bonne partie de la vie économique et sociale.

Le déclin éducatif américain, le choc malthusien produit en Europe par l'arrivée des classes creuses à l'âge adulte, l'émergence d'une stratification culturelle inégalitaire, l'affaiblissement des croyances collectives — parmi lesquelles la nation — définissent ensemble bien plus qu'une crise économique: une crise de civilisation. C'est dans ce contexte que s'épanouissent la «pensée zéro» des classes dirigeantes françaises et le projet d'une impossible monnaie unique européenne.

Mais l'idée d'une contrainte économique agissant «de l'extérieur» sur les États-Unis, le Japon, l'Allemagne ou la France, baptisée mondialisation, n'est aussi qu'une illusion, parce que le mécanisme économique n'est en rien le moteur de l'histoire, une cause première dont tout découlerait. Il n'est lui-même que la conséquence de forces et de mouvements dont le déploiement intervient à un niveau beaucoup plus profond des structures sociales et mentales

Comment ne pas voir que l'adaptation incessante à la concurrence extérieure détruit tendanciellement les demandes intérieures et donc, par agrégation, la demande mondiale? Comment ne pas voir que la contraction démographique a des implications économiques massives, dont un déficit supplémentaire de la demande? Le sentiment d'impuissance qui paralyse les gouvernements ne sera surmonté que si renaît l'idée de nation.

À lire

Gaétan Chênevert

**Lancement du livre «Manifeste pour un revenu de
citoyenneté»
Auteurs, Michel Bernard et Michel Chartrand**

À Montréal le 09 novembre 1999 avait lieu au Musée Fier Monde de la rue Amherst le lancement du livre «Manifeste pour un revenu de citoyenneté» de Michel Bernard et Michel Chartrand. Une cinquantaine de personnes assistaient au lancement. Tour à tour les auteurs sont venus expliquer les raisons qui les

ont motivés à écrire ce livre. Dans une mondialisation de plus en plus débridée, les effets pervers se font aussi de plus en plus sentir. Les écarts entre les riches et les pauvres s'agrandissant et le travail s'amenuisant, il faut penser autrement la distribution de la richesse. Dans un tel contexte, les auteurs proposent un moyen de garantir à tous sans exception – en cas d'accidents économiques – un revenu nécessaire leur permettant l'accès aux biens premiers (nourriture, logement, habillement, santé, éducation...). Les auteurs visent l'élimination de la pauvreté (pauvreté zéro) en réalisant un droit fondamental inclut dans les Chartes des droits de la personne dont nos pays se targue d'avoir adhérer. Une idée qui n'est peut-être pas nouvelle mais qui devient criante en cette période de turbulences économiques.

Bernard Michel, Chartrand Michel, Manifeste pour un revenu de citoyenneté, Les Éditions du Renouveau Québécois, 1999, 144p.

Gaétan Chênevert

Livres d'intérêts (nouveauités*)

Bernard, Michel, et Chartrand, Michel, 1999, Manifeste pour un revenu de citoyenneté, Montréal: l'aut'Journal

Bouchard, Gérard, et Lacombe, Michel, 1999, Dialogue sur les pays neufs, Montréal: Boréal.

Collectif, 1999, l'état du monde 2000, Montréal: La Découverte/Boréal

Guillebaud, Jean-Claude, 1999, La refondation du monde, Paris: Seuil

Wackernel, Mathis, et Rees, William, 1999, Notre empreinte écologique, Montréal: écosociété

Kahn, Jean-François, 1999, De la révolution, France: Flammarion

Pedneault, Hélène, 1992, pour en finir avec l'Excellence, Québec: Boréal

Petrella, Ricardo, 1998, Le Manifeste de l'eau, Belgique: Labor

Sorman, Guy, 1984, La solution libérale, France: Fayard, coll. Pluriel

Hosbawm, Eric, 1999, Age of extremes, London: Abacus

Crooks, Harold, 1994, Les géants des ordures, Québec: Boréal

* **N.D.L.R.** Pour l'instant, notre revue étant nouvelle, nous ne recevons pas les nouveautés et nous en achetons selon nos budgets. Si des éditeurs veulent nous faire parvenir leurs nouveautés en science sociale, économie, politique, philosophie, environnement il nous fera plaisir de les mentionner - à défaut de pouvoir en faire une critique exhaustive.

Les évènements couverts

Le salon du livre
Place Bonaventure, Montréal

Aujourd'hui, vendredi 19 novembre, on ne sait plus où donner de la tête, il fait chaud et les allées sont encombrées de gens qui circulent paisiblement soit à la découverte ou la recherche du livre recherché. Encore une fois cette année, le salon du livre de Montréal qui avait lieu à la place Bonaventure du 18 au 23 novembre fut un vif succès. Les amoureux du livre s'en donne à cœur joie pour venir rencontrer comme à chaque année, les auteurs, les éditeurs et tous ses artisans du livre qui offrent au public, bien sur leurs œuvres récentes, mais aussi la possibilité de découvrir dans un même lieu une abondance d'ouvrages qui répond à tous les goûts. Des livres pour enfants, des best-sellers, des livres scientifiques, sciences sociales, érotiques, dictionnaires etc., tout y est. Mon ami s'est même permis d'acheter son livre préféré – soit dit en passant un livre de grande culture – lequel je me suis procuré quelques jours plus tard dans une librairie du quartier latin. Mangez bien, car faire le tour demande une grande

énergie. Les kiosques sont nombreux et les curieux voudront s'arrêter partout. Après quelques heures, la fatigue se faisant sentir, les jambes s'alourdissant, il est temps de se rafraîchir. Attention, les jus ne sont pas donnés, 2,50\$, malheureusement, comme à l'habitude lors de ses événements, certains en profitent. Amenez votre jus et ne vous laissez pas impressionner par ces petits inconvénients, il vaut la peine de visiter cette imposante exposition qui réunit dans un même endroit tant d'amoureux du livre. Bonne lecture à tous et à l'an prochain pour un autre rendez-vous.

Gaétan Chênevert

L'art moderne mexicain
au Musée des beaux-arts de Montréal
jusqu'au 6 février 2000

http://www.mbam.qc.ca/en_cours/mexique.html

Cette exposition offre de belles qualités artistiques, mais peut aussi porter à la réflexion. Mon flash de l'exposition: Une affiche de Jesús Escobar intitulé "**Comment combattre le fascisme**" (1) réalisée pour la 8^e conférence sur le fascisme tenue au Palais des beaux-arts, à Mexico, le 6 juillet 1939. C'est dire que malgré les dénonciations du nazisme... il a quand même fait son chemin jusqu'aux atrocités que l'on sait. Comme si une idéologie doit se rendre au bout d'elle-même avant d'éclater... Ce fut aussi le cas du communisme soviétique. Ce sera probablement la même chose du néo-libéralisme économique et du culte de la Mondialisation. Malheureusement, il faut toujours aller jusqu'au point de contre-productivité (2) de nos idéologies au lieu de les prendre à dose raisonnable!

1. Sur l'affiche il est écrit: "**EL FASCIMO como combatir el fascimo**" de façon non équivoque.
2. C'est-à-dire au point où elles ont l'effet contraire à celui recherché. Ainsi on favorise l'automobile pour "améliorer le transport"... et on crée les embouteillages! On favorise l'ouverture des marchés pour exporter et créer des emplois, mais en même temps on crée du chômage avec les transferts d'entreprises et les importations dans d'autres secteurs! Et ainsi de suite. Chaque aspect positif amène son lot d'aspects négatifs. C'est la contre-productivité. (Voir Ivan Illich, 1975, **Némésis médicale**, Paris: Seuil, coll. Points)

Les changements de paradigme se font lorsqu'ils sont en situation de crise, c'est-à-dire lorsque les théories scientifiques soulèvent plus de questions qu'elles n'apportent de réponses. (Voir Thomas S. Kuhn, 1972, **la structure des révolutions scientifiques**, Paris: flammation)

Pourquoi la même chose ne serait-elle pas vraie au niveau social, politique et économique? C'est la question que cela soulève...

Michel Handfield

États d'âme suite à ma visite du Salon éducation formation

A ce salon, tenu à la Place Bonaventure (14 au 17 oct. 99), où les centres de formation professionnelle étaient fort bien représentés, la formation professionnelle étant de plus en plus vue comme la voie de l'avenir, une question m'est venue à l'esprit:

Voulons-nous être seulement une grosse entreprise de montage?

En effet, les métiers et techniques sont à l'honneur alors que les professions libérales et les penseurs sont de plus en plus délaissés, comme s'ils étaient moins utiles. Cela est vrai si on "produit" pour les autres. Notre économie semble d'ailleurs orienté en ce sens - d'où les offres de subventions mirobolantes aux entreprises qui veulent installer des chaînes de montage ici.

Cependant, pour ce qui est de la conception, l'organisation, les décisions "politiques" (car la rentabilité n'est pas toujours prise en compte), nous sommes dépendants de sièges sociaux extérieurs qui eux, ont justement des philosophes, politicologues, sociologues et autres logues à leur emploi pour les conseillers alors que nous on les dévalorisent. Si tel est notre choix, l'État devra de plus en plus allonger de dollars pour se maintenir en compétition avec des pays à bas salaires qui sont eux-aussi dans l'industrie du "montage". A moins de baisser nos salaires... car quand on a le choix entre le salaire du Mexique et du Québec pour une chaîne de montage, il faut avoir une compensation à offrir...

Michel Handfield